



SGPA CGT-Culture

T'as pas 100 milliards ?

SYNDICAT GÉNÉRAL DES PERSONNELS DU SERVICE PUBLIC DE L'ARCHÉOLOGIE

61, rue de Richelieu - 75002 PARIS

Tél. : 01 40 15 51 86/87/70 - Fax : 01 40 15 51 77

E-Mail : sgpa.cgt-culture@culture.gouv.fr

100 milliards d'euros, c'est la rançon exigée par le patronat pour augmenter ses dividendes et intérêts sur le dos des salariés, de la protection sociale et des services publics. Dans son « pacte de responsabilité », François Hollande endosse le rôle de fondé de pouvoir du capital, mais en échange - tenez vous bien ! - le Medef doit s'engager fermement à participer à ... « un observatoire des contreparties ».

Ça va saigner ! Il est urgent de changer de cap sous peine du pire...

Entre les réductions de dépenses publiques programmées pour 2014 et celles annoncées jusqu'en 2017. C'est une saignée de près de 70 milliards d'euros qui nous est promise par le président de la République.

70 milliards ! Cela signifie que **ce que l'on a vécu sous l'ère Sarkozy en termes de dégradations de l'emploi et des conditions de travail n'est rien à coté de ce qui nous attend !**

Comme si cela ne suffisait pas, la loi dite de « *modernisation de l'action publique territoriale et de l'affirmation des métropoles* » permet à une région qui le souhaite de récupérer les compétences de l'Etat dans un certain nombre de domaines dont celui de la culture.

Culture, Archéologie... dans la même galère !

En clair, c'est la mort des DRAC en tant que services déconcentrés du ministère et c'est la fin de la politique culturelle de l'Etat dans les territoires.

En ce qui concerne l'archéologie préventive, inutile de faire un dessin. Intégrer les Services régionaux de l'archéologie dans les Collectivités, elles-mêmes aménageurs, augmentera considérablement les pressions sur ces services déjà mal menés.

Inutile, dans cette politique d'allégeance au moindre désidérata du patronat, d'imaginer le sort réservé à l'archéologie : Quand une entreprise « *low-cost* » d'archéologie va chercher à 1500 km des archéologues à 1000 euros par mois tout compris, il ne s'agit pas d'un scandale mais juste d'un moyen efficace de faire baisser le « coût du travail ».

En lançant sa campagne sur le « coût du capital », en appelant à une journée de grève et de manifestations le 6 février, la CGT veut faire entendre la voix de l'ensemble des salariés du public comme du privé.

Le service public n'est pas une dépense, il est la richesse d'un peuple !

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 6 FEVRIER !

Carte de France des manifs : <http://www.carte.cgt.fr/index.php>

Le communiqué de la CGT-Culture : http://www.cgt-culture.fr/IMG/pdf/4_pages_CGT-Culture_journee_d_action_du_6_fevrier_2014.pdf

Le communiqué confédéral de la CGT : <http://www.cgt.fr/Le-6-fevrier-2014-toutes-les.html>

Paris, le 31 janvier 2014.